



Procès-Verbal du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole (socle commun)

Séance du 12 décembre 2019
Reportée au 19 décembre 2019 faute de quorum

Le dix-neuf décembre deux mille dix-neuf, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le douze décembre 2019, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Paris, 4 rue de Lobau, 75004 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice : 108

Nombre de délégués présents ou représentés : 23 (dont 9 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires :

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Pascal Turano (Charenton), M. Serge Kehyayan (Clamart), M. Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses), M. Boutaieb Kaddani (Joinville-le-Pont), Mme Catherine Pilon (Montreuil), M. Jean-Jacques Pasternak (Nogent sur Marne), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Jean-Pierre Boyer (Rosny-sous-Bois), M. Christophe Boissiere (Vincennes), Mme Christine Bruneau (GPSO), M. Ibrahima Traoré (Val de Marne) ;

Suppléants avec voix délibératives :

M. Thibault Simeoni (Maisons-Alfort), M. Dominique Lebrun (Saint-Cloud) ;

Excusés ayant donné pouvoir :

Mme France Bernichi (Alfortville) à M. J.-M. Arberet, M. Alain Loppinet (Bailly) à M. B. Kaddani, M. Henri Vincent (Bois-Colombes) à M. D. Lebrun, M. Samuel Besnard (Cachan) à Mme C. Bruneau, M. Pascal Butin (Neuilly-Plaisance) à M. J.-P. Boyer, M. Christophe Najdovski (Paris) à Mme C. Baratti-Elbaz, M. Christian Page (Saclay) donne pouvoir à M. S. Kehyayan, M. Mahrouf Bounegta (Villejuif) donne pouvoir à M. C. Boissiere, Mme Isabelle Debré (CD 92) à M. P. Ribatto.

Excusés :

Mme Perrine Precetti (Antony), M. Jean-François Ploteau (Argenteuil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières), M. Martin Kuengienda (Champigny-sur-Marne), M. Hervé Hemonet (Colombes), M. Bruno Hélin (Creteil), M. Yves Menel (Garches), M. Christophe Bernier (Gennevilliers), M. Fatah Aggoune (Gentilly), M. Philippe Brillault (Le Chesnay-Rocquencourt), Mme Sophie Deschiens (Levallois), M. Christophe Paquis (Les Lilas), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Gilles Gauché-Cazalis (Nanterre), M. Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), M. Philippe Lebeau (Pantin), M. Patrice Pattée (Sceaux), Mme Catherine Bloch (Vaucresson), M. Hervé Fleury (Versailles), M. Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-

Buisson), M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), M. Hervé Lièvre (GPSO), M. Bernard Roche (GPSO), M. Yann Wehring (Région IDF), M. Patrick Ollier (MGP).

Assistaient également à la séance :

Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Hugues Celier, Directeur des services techniques, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, et Pierre Rapeau, référent de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 6 novembre 2019

2. Délibérations :

- Acceptation du protocole transactionnel avec Smovengo
- Durée et méthodes d'amortissement
- Modifications des contributions 2019
- Décision modificative n°2 du Budget Annexe 2019 Régie Velib'
- Décision Modificative n°1 du Budget Principal 2019 Autolib' et Velib' Métropole
- Contributions 2020
- Budget annexe de la régie autonome Velib' primitif 2020
- Budget principal Autolib' et Velib' Métropole primitif 2020
- Retrait de la commune de Bailly du Syndicat
- Modification du nombre de vice-présidents et de membres du Bureau
- Participation du Syndicat à la protection sociale complémentaire des agents
- Modification du tableau des emplois et des effectifs
- Recours à l'apprentissage

Points divers : Informations à date du service public Velib' et sur Autolib'

La Présidente a ouvert la séance à 16 heures.

M. Jean-Michel Arberet est désigné secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 6 novembre 2019

La Présidente donne la parole aux membres.

*En l'absence d'observations, **la Présidente** soumet à l'approbation des membres le procès-verbal.*

Le procès-verbal du Comité syndical du 6 novembre 2019 est adopté à l'unanimité.

2. Délibérations

- Acceptation du protocole transactionnel avec Smovengo (délibération 2019 30)

La Présidente rappelle aux membres que cette délibération vient d'être présentée aux membres du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib' qui a émis un avis favorable, et qu'ils doivent maintenant procéder au vote.

Elle demande s'il y a des observations et en l'absence soumet la délibération au vote.

Considérant le montant dudit marché pour la partie forfaitaire fixé à l'article 4.2.1 de l'acte d'engagement, modifié par l'avenant n°5, ce qui correspond annuellement à un montant de 31 880 000 euros HT hors révision de prix,

Considérant l'Ordre de Service n° 3 du 29 juin 2017 portant commande de 350 stations hors Paris et 10 850 points d'accroche au titre du chapitre 1A du bordereau de prix unitaires et les délais impartis pour la mise en place de l'ensemble des stations,

Considérant les importantes difficultés rencontrées sur la qualité du service Velib' en 2018 et le protocole transactionnel de janvier 2019 constatant le règlement amiable, global et définitif du différend entre le Syndicat et la société Smovengo,

Considérant la prise en compte par ce protocole transactionnel des retards constatés dans l'ouverture des stations, des effets du plan d'urgence initié en 2018 et des difficultés techniques rencontrées par Smovengo dans le déploiement comme de la qualité des prestations en phase d'admission partielle du service global,

Considérant les retards dans le déploiement des stations prévues au forfait et au BPU avec leurs conséquences sur l'exploitation du service prévu et les dysfonctionnements significatifs du service dégradant l'expérience de l'utilisateur du service Velib' sur l'année 2019,

Considérant que ces retards et manquements ont été actés, tout au long de l'année 2019, dans les procès-verbaux rédigés lors des opérations mensuelles de vérifications des prestations du marché et dans les procès-verbaux constatant la qualité de service à partir de l'examen mensuel du respect des critères de performances,

Considérant l'exécution partielle des prestations et le non-respect des critères de performance et de qualité de service, quatre décomptes provisoires de pénalités d'un million d'euros chacun ont été notifiés au titulaire du marché, la société Smovengo, pour la période allant du 1er avril au 31 août 2019,

Considérant l'émission de quatre titres exécutoires par le Syndicat afin d'obtenir le paiement des décomptes de pénalités correspondant à cette période,

Considérant la contestation par un courrier en réclamation en date du 13 novembre 2019 par la société Smovengo des décomptes de pénalités 10 et 11 correspondants respectivement à la période du 1er juin au 30 juin 2019 et à la période du 1er juillet au 31 août 2019 et le refus du Syndicat de faire droit à cette réclamation par un courrier en date du 3 décembre 2019,

Considérant la demande du titulaire du marché d'acompte mensuel au titre du forfait et du BPU correspondant au douzième des montants prévus annuellement au marché de la société Smovengo et du refus du Syndicat de régler à compter de mars 2019 ces montants d'acomptes au regard du service fait et des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et de montants de l'acompte mensuel versés à un niveau inférieur à ces demandes,

Considérant les réclamations contestations de la part de la société Smovengo des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars à juillet 2019,

Considérant la confirmation de la position du Syndicat sur le montant des acomptes notifiés au vu du service fait au regard des prestations attendues conformément aux prescriptions du marché,

Considérant la requête n°1925283 contestant le titre de recettes émis par le comptable public afférent au décompte de pénalités n°10, correspondant à la période du mois de juin 2019, introduite par la société Smovengo auprès du tribunal administratif de Paris,

Considérant ces importants différends, du souhait partagé d'éviter des contentieux longs et coûteux et de l'intérêt à parvenir comme en 2018, à un accord sur l'année 2019, le Syndicat et Smovengo se sont rapprochés et sont convenus d'un règlement amiable, global et définitif par un protocole transactionnel entre le Syndicat et la société Smovengo,

Considérant que sous réserve de l'approbation du présent protocole, le montant global du marché sera corrigé par voie d'avenant pour constater sa diminution de 0,28% du fait de la baisse des montants payés par le Syndicat à Smovengo pour l'année 2019, soit – 2,5% par rapport au montant initial du marché,

Considérant l'accord de principe sur les termes du projet de protocole exprimé par la Société Smovengo par courrier en date du 4 décembre 2019,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, APPROUVE le protocole transactionnel ci-annexé ; AUTORISE Madame la Présidente du Syndicat à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de ce protocole ; DIT que les dépenses et recettes correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget.

- Durée et méthodes d'amortissement (délibération 2019 31)

La Présidente indique que cette délibération vient compléter la délibération 2010 008 du 25 février 2010 « régime d'amortissement des biens » pour intégrer aux méthodes d'amortissement la catégorie « Autres Immobilisations corporelles » et définir la durée d'amortissement de cette catégorie à cinq ans.

Elle donne ensuite la parole aux membres et en l'absence d'intervention, soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, DECIDE d'intégrer la catégorie « Autres Immobilisations corporelles » aux méthodes d'amortissement ; DECIDE de fixer la durée d'amortissement de cette catégorie à cinq ans.

- Modifications des contributions 2019 (délibération 2019 32)

La Présidente rappelle aux membres que cette délibération vient d'être présentée aux membres du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib' qui a émis un avis favorable.

Elle rappelle également qu'à la vue de l'exécution de l'année 2019, il est proposé d'abaisser le montant initialement voté de cette contribution pour le fonctionnement du Syndicat de 2 400 € à 2 000 € par station grâce aux économies sur son fonctionnement général. Elle ajoute qu'en prévision du contentieux Autolib', la provision est maintenue au même montant, soit 3 600 € par station. Elle précise que les villes qui ont déjà réglé la contribution pour l'année seront remboursées du trop-perçu et celles qui ne s'en sont pas acquittées sont invitées à le faire rapidement. Elle rappelle que les deux parties de la contribution pour le socle commun Autolib' sont fongibles.

La Présidente revient sur l'ouverture du contentieux Autolib' par la société Autolib'. Elle précise que la requête présentée au Tribunal Administratif comporte les montants facturés en 2018 malgré le travail effectué entre la société Autolib' et le Syndicat, ainsi que les montants revus à la baisse depuis.

Elle ajoute que chaque collectivité ou EPT qui le souhaite a la possibilité d'être associé à la procédure en tant qu'intervenant volontaire avec un accès aux pièces du dossier, comme Paris, Rueil-Malmaison, Gennevilliers ou Bagneux à cette heure.

Elle indique que le contentieux devrait être long et les rapports définitifs de la Chambre Régionale des Comptes (CRC), sur le Syndicat et sur la société Autolib', devraient être versés au dossier.

Elle explique que le montant de la provision pour le contentieux prend en compte le paiement de la Valeur Nette Comptable (VNC) des stations afin que les collectivités et EPT puissent les récupérer dans leur actif. Pour le Syndicat, la résiliation de la délégation de service public est estimée à moins de 20 millions d'Euros au total.

Elle donne ensuite la parole aux membres.

M. Jean-Pierre Boyer (Rosny-sous-Bois) informe que la presse annonce des coûts concernant la résiliation supérieure à 65 millions d'Euros et qu'il est difficile pour les élus de convaincre à partir des chiffres donnés par le Syndicat.

La Présidente regrette l'impossibilité pour le Syndicat de communiquer à ce sujet sur cette période.

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil) remercie les équipes et la Présidente. Il indique que la ville d'Arcueil sera intervenant volontaire au contentieux sur une base départementale. Il regrette que certains membres ne soient pas solidaires avec l'ensemble du Syndicat. Quelques déclarations d'élus aux précédents Comités ne font que reprendre les informations de la presse, sans travail approfondi sur le sujet. Enfin, il ne pense pas que les réunions publiques du Comité syndical permettent de travailler sur le contentieux.

La Présidente indique que le groupe de travail réunissant les maires et délégués des collectivités et EPT membres se réunira prochainement.

Elle informe que ce Comité syndical devrait être le dernier avant les élections municipales. Elle rappelle qu'il est important que les collectivités et EPT membres désignent rapidement, après la mise en place de leur nouvelle assemblée délibérante, des délégués au Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole.

Mme Catherine Pilon (Montreuil) précise qu'il existe une vraie disparité entre les communes à la clôture du service Autolib', avec le service qui a pu être disponible sur un temps très court sur certains territoires. Elle souhaite que le *prorata temporis* soit pris en compte.

La Présidente estime qu'entre les statuts actuels et des statuts prenant en compte le *prorata temporis*, il y a peu de différences sauf pour quelques cas particuliers. Plutôt que de modifier les statuts, le Syndicat pourrait considérer dans le futur les situations au cas par cas.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **La Présidente** soumet la délibération au vote.

Pour (1781,875 voix) : Alfortville, Arcueil, Bailly, Bois-Colombes, Cachan, Charenton, Clamart, Fontenay-aux-Roses, Joinville-le-Pont, Montreuil, Neuilly-Plaisance, Nogent sur Marne, Paris (Mme Catherine Baratti-Elbaz, M. Christophe Najdovski), Rosny-sous-Bois, Saclay, Saint-Cloud, Vincennes, Villejuif, GPSO (Mme Christine Bruneau), Hauts-de-Seine, Val de Marne ;

Contre (0 voix) ;

Abstention (10 voix) : Maisons-Alfort.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE que le montant de la contribution 2019 pour l'exercice de la compétence Autolib' est fixé comme suit :

Pour l'ensemble des membres adhérents à la compétence : 5 600 € par station arrêtée au 25 juin 2018 au titre de la contribution au budget principal du Syndicat :

- 2 000 € pour le fonctionnement du Syndicat ;
- 3 600 € pour la couverture des provisions.

Article 2 : DECIDE que les montants des contributions 2019 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 19 700 € par station, soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 500 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- Pour les collectivités hors Paris : 9 700 € par station, soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 500 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

Article 3 : DIT que les recettes seront constatées sur les budgets correspondants.

- Décision modificative n°2 du Budget Annexe 2019 Régie Velib' (Délibération 2019 33)

La Présidente rappelle aux membres que cette délibération vient d'être présentée aux membres du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib' qui a émis un avis favorable, et qu'ils doivent maintenant procéder au vote. Elle donne ensuite la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, la Présidente soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité la décision modificative n° 2 du budget annexe 2019 régie Velib' arrêtée comme suit :

Section de Fonctionnement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
011	611	2 000 000,00 €	1 383 584,27 €		
011	62878		60 000,00 €		
011	678	651 584,27 €			
70	70688			1 000 000,00 €	
74	74748			1 008 000,00 €	
74	74758			200 000,00 €	
77	7711				1 000 000,00 €
TOTAL		2 651 584,27 €	1 443 584,27 €	2 208 000,00 €	1 000 000,00 €

Section d'Investissement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
16	165		70 000,00 €		70 000,00 €
TOTAL		0,00 €	70 000,00 €	0,00 €	70 000,00 €

- Décision Modificative n°1 du Budget Principal 2019 Autolib' et Velib' Métropole (délibération 2019 34)

La Présidente explique que plusieurs éléments sont venus impacter l'exécution budgétaire 2019 et engendrent l'obligation de procéder à des ajustements budgétaires. Elle rappelle que des efforts importants ont été effectués sur les dépenses de fonctionnement, entre-autre sur la masse salariale et les locaux.

Elle donne ensuite la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Pour (1781,875 voix) : Alfortville, Arcueil, Bailly, Bois-Colombes, Cachan, Charenton, Clamart, Fontenay-aux-Roses, Joinville-le-Pont, Montreuil, Neuilly-Plaisance, Nogent sur Marne, Paris (Mme Catherine Baratti-Elbaz, M. Christophe Najdovski), Rosny-sous-Bois, Saclay, Saint-Cloud, Vincennes, Villejuif, GPSO (Mme Christine Bruneau), Hauts-de-Seine, Val de Marne ;

Contre (0 voix) ;

Abstention (10 voix) : Maisons-Alfort.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

ADOpte la décision modificative n°1 du budget principal 2019 arrêtée comme suit :

Section de fonctionnement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
011	6126	3 910 €			
011	678	380 000 €			
65	65888		10 €		
023	023	12 100 €			
68	6811		10 400 €		
70	70841				60 000 €
74	74748			445 600 €	
TOTAL		396 010 €	10 410 €	445 600 €	60 000 €

Section d'investissement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
024	024				1 700€
021	021			12 100€	
040	28051				7 020€
040	28183				3 380€
TOTAL				12 100€	12 100€

- Contributions 2020 (délibération 2019 35)

La Présidente indique que ces contributions concernent le socle commun Autolib' et la Régie Velib'. Elles sont fixées d'après les prévisions budgétaires pour l'exercice 2020.

Elle donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet la délibération au vote des membres.

Pour (1781,875 voix) : Alfortville, Arcueil, Bailly, Bois-Colombes, Cachan, Charenton, Clamart, Fontenay-aux-Roses, Joinville-le-Pont, Montreuil, Neuilly-Plaisance, Nogent sur Marne, Paris (Mme Baratti-Elbaz, M. Christophe Najdovski), Rosny-sous-Bois, Saclay, Saint-Cloud, Vincennes, Villejuif, GPSO (Mme Christine Bruneau), Hauts-de-Seine, Val de Marne ;

Contre : (0 voix) ;
Abstention (10 voix) : Maisons-Alfort.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE que le montant de la contribution 2020 pour l'exercice de la compétence Autolib' est fixé comme suit :

Pour l'ensemble des membres adhérents à la compétence : 5 900 € par station arrêtée au 25 juin 2018 au titre de la contribution au budget principal du Syndicat :

- 2 300 € pour le fonctionnement du Syndicat ;
- 3 600 € pour la couverture des provisions.

Ce montant sera constaté en recettes du budget de fonctionnement du budget Autolib' 2020.

Article 2 : DECIDE que les montants des contributions 2020 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- *Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;*
- *Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.*
- *Pour la Métropole du Grand Paris (MGP) : 100 000 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib'. Et 3,9 M€ pour l'exploitation du service Velib', soit un total de 4 M€ comme prévu dans le cadre du partenariat conclu entre le Syndicat et la MGP. Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2020.*

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

Article 3 : DIT que les recettes seront constatées sur les budgets correspondants.

- Budget annexe de la régie autonome Velib' primitif 2020 (délibération 2019 36)

La Présidente rappelle aux membres que cette délibération vient d'être présentée aux membres du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib' qui a émis un avis favorable, et qu'ils doivent maintenant procéder au vote. Elle donne ensuite la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité

Article 1 : APPROUVE le budget primitif du budget annexe « Régie Velib' » pour l'exercice 2020 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 46 958 310,00 euros
- Recettes : 46 958 310,00 euros

Investissement

- Dépenses : 77 500,00 euros
- Recettes : 77 500,00 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

Article 2 : DÉCIDE que la Présidente est autorisée à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget.

- Budget principal Autolib' et Velib' Métropole primitif 2020 (délibération 2019 37)

La Présidente indique qu'avec la fin de la DSP Autolib' constatée en juin 2018, le budget s'est vu modifié dans sa forme. Le budget principal était auparavant constitué de flux financiers (redevances d'occupation, subventions d'équipements) qui ne faisaient que transiter par le Syndicat, ces flux n'existent plus, le budget est maintenant équilibré par une contribution des collectivités. Cette forme perdurera, temps que les procédures en lien avec la résiliation se poursuivent et que l'emprunt n'est pas totalement remboursé.
Elle donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Pour (1781,875 voix) : Alfortville, Arcueil, Bailly, Bois-Colombes, Cachan, Charenton, Clamart, Fontenay-aux-Roses, Joinville-le-Pont, Montreuil, Neuilly-Plaisance, Nogent sur Marne, Paris (Mme Catherine Baratti-Elbaz, M. Christophe Najdovski), Rosny-sous-Bois, Saclay, Saint-Cloud, Vincennes, Villejuif, GPSO (Mme Christine Bruneau), Hauts-de-Seine, Val de Marne ;
Contre (0 voix) ;
Abstention (10 voix) : Maisons-Alfort.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : APPROUVE le budget primitif du budget principal du Syndicat pour le socle commun Autolib' pour l'exercice 2020 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 10 890 445,45 euros
- Recettes : 10 890 445,45 euros

Investissement

- Dépenses : 4 656 910,45 euros
- Recettes : 4 656 910,45 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

Article 2 : DÉCIDE que la Présidente est autorisée à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget.

Article 3 : DÉCIDE que les frais engagés à titre transitoire par le budget Principal en 2020 relatifs aux frais de personnel du budget annexe feront l'objet d'un remboursement.

- Retrait de la commune de Bailly du Syndicat (délibération 2019 38)

La Présidente indique que la collectivité de Bailly, n'ayant aucune station Autolib' ou Velib', souhaite se retirer du Syndicat. Son retrait n'aura pas de conséquence sur le fonctionnement du Syndicat.

Elle donne la parole aux membres et en l'absence d'intervention, soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE à l'unanimité** le retrait de la commune de BAILLY du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole.

- Modification du nombre de Vice-présidents et de membres du Bureau (délibération 2019 39)

La Présidente rappelle que la délibération a été présentée au précédent Comité syndical, mais celle-ci a été retirée par commun accord avec la collectivité d'Enghien-les-Bains. En effet, le nouveau délégué titulaire de la collectivité n'est pas membre de droit du Bureau Syndical en remplacement du membre sortant. Dans les délais imposés par le calendrier électoral, il est délicat de procéder à un nouveau vote pour remplacer le huitième vice-président et il est proposé au Comité syndical de modifier le nombre de vice-présidents et membres du Bureau.

la Présidente donne ensuite la parole aux membres et en l'absence d'intervention, soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE à l'unanimité de ne pas pourvoir le poste ; de fixer à 8 le nombre de vice-présidents et à 12 le nombre de membres du Bureau, la présidente et les 8 vice-président·e·s étant membres de droit :

Présidente	Catherine BARATTI-ELBAZ
1 ^{re} Vice-présidente	Christine BRUNEAU
2 ^e Vice-président	Yann WEHRLING
3 ^e Vice-président	Christophe NAJDOVSKI
4 ^e Vice-président	Thierry-Michel ISOARD
5 ^e Vice-président	Jean-Luc MILLARD
6 ^e Vice-président	Patrice PATTÉE
7 ^e Vice-président	Samuel BESNARD
8 ^e Vice-président	Patrick OLLIER
Membre du bureau	Christophe BERNIER
Membre du bureau	Jean-Paul MORDEFROID
Membre du bureau	Bruno HELIN

- Participation du Syndicat à la protection sociale complémentaire des agents
(délibération 2019 40)

La Présidente informe les membres que cette délibération permet au Syndicat de prendre en charge une partie de la protection sociale complémentaire des agents.
Elle donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ACCORDE, une participation financière aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité aux contrats et règlements labellisés figurant sur une liste officielle auxquels les agents choisissent de souscrire pour **le risque santé** c'est-à-dire les risques d'atteintes à l'intégrité physique de la personne et les risques liés à la maternité. La participation mensuelle n'excèdera pas le montant de la cotisation due par l'agent en l'absence d'aide et sera fixée comme suit :

- 95% (cat C) soit au maximum 155 euros ;
- 90% (cat B) soit au maximum 147 euros ;
- 85% (cat A) soit au maximum 138,50 euros ;

ACCORDE, une participation financière aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité aux contrats et règlements labellisés figurant sur une liste officielle auxquels les agents choisissent de souscrire pour **le risque prévoyance** c'est-à-dire les risques d'incapacité de travail et, le cas échéant, tout ou partie des risques d'invalidité et liés au décès. La participation mensuelle sera fixée comme suit pour tous les agents :

- 85 euros au maximum ;

DIT, que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

- Modification du tableau des emplois et des effectifs (délibération 2019 41)

La Présidente informe les membres que pour garantir le bon fonctionnement du Syndicat notamment en raison de la réception et du contrôle des stations, il est nécessaire de renforcer la direction des services techniques.

Elle donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet la délibération au vote des membres.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE, la suppression des 4 emplois suivants à compter du 1^{er} janvier 2020 :

- 1 emploi d'ingénieur en chef hors classe
- 1 emploi d'ingénieur
- 1 emploi d'adjoint administratif
- 1 emploi de rédacteur principal de 1^{re} classe

APPROUVE, la création d'1 emploi de technicien relevant de la catégorie B pour la direction des services techniques.

AUTORISE, dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire et au regard de l'urgence des besoins, que l'emploi créé pourra être pourvu par un contractuel et dans les conditions fixées aux articles 3-2 et 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

FIXE, le tableau des emplois permanents du Syndicat comme suit :

Cadre d'emplois/Grade	Catégorie	Nombre	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
Attaché	A	7		
Rédacteur	B	4		
Adjoint administratif	C	3		
Ingénieur en chef	A	2		
Ingénieur	A	3		
Technicien	B	1	Diplômes de niveau 5 ou 6 ou au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 372 et IB 707
Adjoint technique	C	1		
Adjoint technique ou Agent de Maîtrise ou Adjoint administratif	C	3		
Total des emplois		24		

DIT, qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaires, le recrutement pourra se faire en application des articles (3-2 et 3-3 2° dès la parution du décret d'application).

DIT, que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

- Recours à l'apprentissage (délibération 2019 42)

La Présidente indique que l'apprentissage est un formidable levier qui permet de dynamiser les ressources humaines, transmettre les savoir-faire, créer un vivier de personnels qualifiés et formés aux métiers. Elle ajoute que pour recruter un agent en apprentissage, et notamment pour renforcer actuellement le service communication, il est nécessaire de délibérer.

Elle donne ensuite la parole aux membres.

M. Jean-Pierre Boyer (Rosny-sous-Bois) demande quelle est la durée d'embauche d'un apprenti.

La Présidente donne la parole à Mme Ghislaine Geffroy.

Mme Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) indique que l'apprenti serait embauché sur un contrat d'un an, pour une activité très spécifique en communication et marketing. L'alternance est un outil gagnant – gagnant pour tous.

En l'absence d'autre intervention, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE le recours à l'apprentissage au sein du Syndicat dans les services dont les besoins auront été recensés.

DECIDE de conclure un contrat d'apprentissage conformément au tableau ci-après :

Direction Communication et Marketing	Nombre de poste	Diplôme préparé	Durée de la formation
Service Communication	1	Master 1	1 an

APPROUVE la nomination d'un maître d'apprentissage, dans le (ou les) service(s) concerné(s). Il aura pour mission de contribuer à l'acquisition par l'apprenti(e) des compétences correspondant à la qualification recherchée ou au titre ou au diplôme préparé par ce dernier. Le maître d'apprentissage disposera pour exercer cette mission du temps nécessaire à l'accompagnement de l'apprenti(e) et aux relations avec le centre de formation ; **DIT** que selon son âge, le diplôme préparé et la durée de la formation, l'apprenti(e) percevra une rémunération équivalente à un pourcentage du SMIC. L'apprenti sera affilié au régime général de la sécurité sociale et au régime complémentaire IRCANTEC. Les exonérations de charges salariales, lui seront automatiquement appliquées ; **AUTORISE** la Présidente à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment le/les contrats d'apprentissage ainsi que la/les conventions conclues avec le Centre de Formation d'Apprentis ; **DIT**, que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits au budget, chapitre 012.

3. Point divers : Informations à date du service public Velib' et Autolib'

La Présidente donne la parole aux membres.

Mme Catherine Pilon (Montreuil) souhaite savoir si Smovengo a recours au recrutement de jeunes en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation pour effectuer la réparation de cycles.

Mme Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) indique que pour les stagiaires et les alternants, il y a des rapprochements avec des lycées professionnels sur les métiers de la mécanique du vélo. Smovengo cherche à mettre en place des partenariats avec des lycées d'insertion professionnels et des établissements de formation.

Mme Catherine Pilon (Montreuil) signale qu'il y a une vraie demande dans ce milieu.

La Présidente indique par ailleurs que Smovengo a signé une convention avec la ville de Paris afin que les casseurs de Velib' puissent avoir comme travaux d'intérêt général la réparation de Velib'. Les autres collectivités et EPT peuvent signer cette convention avec l'opérateur.

La Présidente donne ensuite la parole à M. Malik Salemkour.

M. Malik Salemkour (Directeur juridique et de la commande publique) rappelle que le bilan social de Smovengo fait mention des contrats d'insertions et de formations professionnelles. Il cite que pour 2018, 24 850 heures ont été réalisés par Smovengo et 19 000 heures par Vita Services (filiale agréée par le Syndicat comme sous-traitant). Cela concernait 38 intérimaires, 14 temps partiels et 35 CDI.

Mme Catherine Pilon (Montreuil) dit que le rôle de la commande publique est aussi de créer de nouveaux usages et nouvelles filières de formation.

La Présidente indique qu'il sera possible de valoriser cela quand la période sera plus propice pour communiquer sur Velib' Métropole. Le choix a été jusqu'ici l'humilité et communiquer sur le bon fonctionnement de Velib' Métropole.

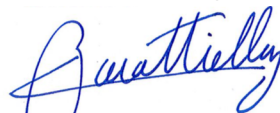
L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16h25.

Le Secrétaire de séance

A blue ink signature, appearing to be 'J. Arberet', written over a horizontal line.

Jean-Michel Arberet

La Présidente,

A blue ink signature, appearing to be 'C. Baratti-Elbaz', written in a cursive style.

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement